

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-25 du 27 juin 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le département du commerce annonce la mise en œuvre d'un processus d'inclusion aux droits 232 pour les pièces automobiles
2. Le département d'Etat adopte des sanctions contre le Soudan pour utilisation présumée d'armes chimiques

Climat – énergie – environnement

3. Le département de l'intérieur veut accélérer les procédures pour l'exploration et l'exploitation des minéraux critiques dans les fonds marins
4. La production, la consommation et l'exportation d'énergie primaire ont augmenté en 2024 aux Etats-Unis

Transport et infrastructure

5. Le secrétaire aux transports Sean Duffy annonce le déploiement du certificat médical électronique pour les chauffeurs de poids-lourds

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. La secrétaire à l'agriculture Brooke Rollins annonce l'abrogation d'un règlement qui interdisait l'exploitation du bois dans certaines forêts fédérales

Numérique et innovation

7. Anthropic et Meta remportent en première instance des litiges relatifs à l'entraînement de modèles d'IA sur des contenus protégés par le droit d'auteur
8. Mark Meador expose au Sénat les priorités de la Federal Trade Commission en matière de lutte contre les régulations anticoncurrentielles

Santé

9. Le secrétaire à la santé et aux services sociaux défend les coupes budgétaires prévues pour son département en 2026

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le département du commerce annonce la mise en œuvre d'un processus d'inclusion aux droits 232 pour les pièces automobiles

Le 24 juin 2025, le département du commerce (DoC), par l'intermédiaire de l'International Trade Administration (ITA), a [annoncé](#) la mise en place d'un processus trimestriel permettant aux producteurs nationaux de demander l'ajout de pièces automobiles à la liste des produits soumis aux droits de 25 % sur les automobiles et certaines pièces détachées en vertu de la section 232 du Trade Expansion Act du 11 octobre 1962 et de la [proclamation 10908](#) du 26 mars 2025 [Voir [Brèves sectorielles](#) du 28 mars 2025]. La première période de dépôt des demandes s'ouvrira le 1^{er} juillet, pour une période de 14 jours, et sera suivi d'une répétition trimestrielle du processus, qui se déroulera les janvier, avril, juillet et octobre de chaque année. Les demandes doivent inclure plusieurs éléments, notamment (i) l'identification du demandeur, (ii) une description de la pièce automobile concernée ; ou encore (iii) une explication détaillée de l'augmentation des importations et de la manière dont celle-ci pourrait menacer la sécurité nationale ou compromettre les objectifs des droits de douane imposés au titre de la section 232.

À l'issue de chaque fenêtre, une version non confidentielle des demandes jugées recevables est rendue publique et ouverte aux commentaires pendant 14 jours.

Le secrétaire au commerce Howard Lutnick – en concertation avec la commission américaine du commerce international (USITC) et les douanes (CBP) – rend sa décision dans les 60 jours après réception des demandes, et celle-ci est publiée dans un avis au registre fédéral dans un délai maximum de 14 jours. Les pièces concernées sont ajoutées à la liste des produits soumis aux droits de 25% susmentionnés le jour suivant la publication de cet avis.

2. Le département d'Etat adopte des sanctions contre le Soudan pour utilisation présumée d'armes chimiques

Le 27 juin 2025, le département d'Etat a [adopté](#) des sanctions contre le Soudan pour utilisation présumée d'armes chimiques et violation de ses obligations au titre de la convention sur l'interdiction des armes chimiques du 13 janvier 1993. Ces nouvelles mesures interviennent après que les Etats-Unis ont [accusé](#) le 22 mai 2025 le gouvernement soudanais d'avoir eu recours à des armes chimiques en 2024, dans le cadre du conflit qui l'oppose aux paramilitaires, et

ont annoncé l'adoption de sanctions contre le pays. Elles prévoient des restrictions sur les exportations militaires, la fourniture d'aide au développement et l'accès aux lignes de crédit du gouvernement américain.

Les mesures restrictives, effectives dès le 27 juin, resteront en vigueur pour au moins un an et jusqu'à nouvel ordre.

Brèves

- Le 20 juin 2025, le département du Trésor a [désigné](#) quatre individus et neuf entités yéménites, une entité marshallaise, une entité seychelloise, une entité azérie, ainsi que deux navires impliqués dans la vente de pétrole et d'autres produits de base pour le compte des Houthis. Pour le secrétaire adjoint au Trésor, Michael Faulkender, c'est l'action la plus importante du département contre le groupe.
- Le 20 juin 2025, le département du Trésor a [désigné](#) un individu et quatre entités chinois, une entité iranienne, une entité turque, une entité singapourienne et une entité hongkongaise, ainsi qu'un navire détenu par cette dernière, pour leur implication dans l'achat et le transport d'équipements à destination de l'industrie militaire iranienne. Ces sanctions ont été adoptées dans le cadre du programme contre les armes de destructions massive.
- Le 24 juin 2025, le département du Trésor a [désigné](#) un individu vénézuélien affilié à un cartel vénézuélien, considéré comme organisation terroriste par les autorités américaines, en raison de son implication dans le trafic de stupéfiants, l'intimidation et la gestion financière pour le compte de cette organisation.
- Le 25 juin 2025, le président Donald Trump a [annoncé](#) dans un post Truth que l'Iran pouvait continuer à vendre son pétrole à la Chine, ajoutant qu'il espérait « [qu'] *ils en achètent également beaucoup aux Etats-Unis* ».
- Le 25 juin 2025, Paul Dabbar a été [confirmé](#) au poste de secrétaire adjoint au commerce par le Sénat, à 56 voix contre 40.

Climat – énergie – environnement

3. Le département de l'intérieur veut accélérer les procédures pour l'exploration et l'exploitation des minéraux critiques dans les fonds marins

Le 25 juin 2025, le département de l'intérieur (DoI) a [annoncé](#) des mesures pour simplifier et accélérer les projets d'exploration et de d'exploitation de minéraux critiques offshore. Le DoI indique qu'elles visent à réduire les délais de procédures tout en assurant un développement responsable des projets et la protection de l'environnement.

Le bureau de gestion de l'énergie océanique (BOEM) et le bureau de la sécurité et de l'application de l'environnement (BSEE) adapteront leurs procédures de la façon suivante :

- En phase d'exploration initiale, le BOEM appliquera un examen environnemental simplifié et allongera la durée des permis de prospection de 3 à 5 ans ;
- Lors du processus de vente de baux, le BOEM identifiera les zones potentielles de développement, sans faire de demande formelle d'informations et sans création d'un groupe de travail avec les agences étatiques et fédérales. Le BOEM préparera les évaluations environnementales lors de cette phase en réservant, si nécessaire, les demandes d'études d'impact environnemental plus détaillées pour des étapes ultérieures. Ces mesures doivent aider à réduire les retards et à raccourcir les périodes de consultation publique. Pour favoriser la participation aux ventes de baux, le BOEM proposera des conditions avantageuses, incluant des enchères minimales plus basses et l'exonération de certaines redevances.
- Une fois les baux attribués, le BOEM et le BSEE utiliseront les procédures d'urgence pour accélérer la délivrance des autorisations. L'instruction des programmes d'exploration, de test et d'exploitation minière pourra faire l'objet d'un seul examen.
- Une fois le projet lancé, le BSEE prendra en charge la supervision opérationnelle du programme *offshore* du DoI, veillant au respect des exigences du développement à la production.

Le United States Geological Survey (USGS) appuiera le BOEM et le BSEE en fournissant les données scientifiques les plus récentes sur les

ressources, ainsi que sur les impacts environnementaux potentiels et les risques liés à l'exploitation des fonds marins, collectées dans le cadre de son programme [Global Seabed Mineral Resources](#).

Le communiqué précise que ces actions renforcent la position des Etats-Unis en tant que leader dans le développement responsable des minéraux critiques offshore, essentiels à l'économie, à la sécurité nationale et aux technologies de demain.

4. La production, la consommation et l'exportation d'énergie primaire ont augmenté en 2024 aux Etats-Unis

Le 20 juin 2025, l'agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a [indiqué](#) qu'en 2024, les Etats-Unis ont produit plus d'énergie (2,6 Md tonnes d'équivalent pétrole [tep]) qu'ils n'en ont consommé (2,4 Md tep). Cette production excédentaire a permis aux exportations d'atteindre un record de 778,7 M tep, en hausse de 4 % par rapport à 2023. Les importations sont restées stables à 547 M tep, portant les exportations nettes à 234,4 M tep, un niveau jamais atteint depuis 1949.

La consommation d'énergie s'est élevée à 2,37 Md tep, ce qui reste inférieure au pic de 2007. Le pétrole, principal poste de consommation, est resté stable à 890 M tep. Le gaz naturel a atteint un record avec 861,8 M tep, soutenu par son utilisation croissante pour la production électrique. Les énergies renouvelables ont progressé de 5 % (total de 216,7 M tep), grâce aux biocarburants, à l'éolien et au solaire. Le nucléaire est resté stable à 206,6 M tep. Le charbon a chuté à 199,1 M tep, son plus bas niveau depuis 1949.

Côté exportations, les produits pétroliers ont totalisé 289,8 M tep (37 % du total), le pétrole brut 216,7 M tep (28 %), et le gaz naturel 196,6 M tep, en hausse continue avec les exportations de GNL. Les exportations de charbon ont atteint 65,5 M tep, et sont en croissance depuis 2020. Les autres sources d'énergie (électricité, biomasse, coke) représentent 1 %.

Depuis 1973, le pétrole brut reste la première source d'énergie importée aux Etats-Unis (67 % en 2024), où il est souvent raffiné puis réexporté sous forme de produits pétroliers.

Brèves

- Le 20 juin 2025, le département de l'énergie (DoE) a [annoncé](#) le versement d'environ 100 M\$ à l'entreprise Holtec, dans le cadre d'un prêt garanti pouvant atteindre 1,52 Md\$, pour financer le redémarrage de la centrale nucléaire de Palisades. Ce projet sera la première remise en service d'un réacteur nucléaire commercial arrêté aux Etats-Unis, sous réserve de

l'obtention des autorisations de la commission de régulation nucléaire (NRC). Depuis septembre 2024, plus de 250 millions de dollars ont déjà été versés par le DoE. Le communiqué précise que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la politique du président D. Trump visant à revitaliser l'industrie nucléaire américaine et à renforcer la capacité énergétique du pays, en garantissant un accès à une énergie fiable et abordable.

- Le 24 juin 2025, l'agence d'information sur l'énergie (EIA) a [indiqué](#) qu'en 2024, 20% du commerce mondial de gaz naturel liquéfié (GNL) a transité par le détroit d'Hormuz, principalement en provenance du Qatar (90%, soit environ 263 Mm³/j) et dans une moindre mesure des Emirats arabes unis (7% ou environ 19 Mm³/j). 83% du GNL passant par ce détroit était destiné aux marchés asiatiques, avec la Chine (24%), l'Inde (17%) et la Corée du Sud (12%) comme principaux importateurs. En 2024, des perturbations sur le détroit de Bab el-Mandeb et une hausse des exportations américaines ont détourné les flux de GNL du Qatar vers l'Asie plutôt que vers l'Europe. Par ailleurs, le Koweït, les Emirats arabes unis et le Bahreïn ont importé du GNL provenant d'autres régions, notamment des Etats-Unis.
- Le 24 juin 2025, le département de l'énergie (DoE) a [indiqué](#) avoir pris publié un ordre d'urgence au titre de la section 202(c) du Federal Power Act afin de répondre aux risques de pénurie sur le réseau électrique dans le sud-est des Etats-Unis. Pris dans un contexte de forte demande énergétique due à des températures élevées (climatisation), cet ordre autorise Duke Energy Carolinas à utiliser certaines unités de production d'électricité à leur capacité maximale, par l'octroi de dérogations aux lois et réglementations environnementales fédérales, étatiques ou locales (dérogation à l'application des limites d'émissions prévues dans leurs permis d'exploitation).

Transport et infrastructure

5. Le secrétaire aux transports Sean Duffy annonce le déploiement du certificat médical électronique pour les chauffeurs de poids-lourds

Le 23 juin 2025, le secrétaire aux transports Sean Duffy a [annoncé](#) le déploiement du dispositif de certificat médical électronique pour les conducteurs de véhicules commerciaux au titre du règlement

Medical Examiner's Certification Integration, aussi appelé NRII (*National Registry II*). Selon l'administration, ce nouveau dispositif marque une avancée majeure dans la sécurisation et la fiabilisation des procédures de délivrance des permis de conduire commerciaux. En remplaçant l'ancien système fondé sur la production et l'échange de documentation au format papier, les nouvelles procédures dématérialisées seront moins susceptibles de fraudes, plus simples à gérer pour les conducteurs et plus aisées à contrôler pour les forces de l'ordre.

La publication initiale du règlement NRII remonte à l'année 2015. Supervisée par l'agence fédérale chargée du transport routier (*Federal Motor Carrier Safety Administration – FMCSA*) au sein du département des transports (DoT), son application prévoit notamment :

- La transmission électronique des informations relatives aux certificats médicaux des conducteurs, qui doivent être téléversées par les médecins examinateurs agréés dans le registre national de la FMCSA puis partagées avec les agences des Etats fédérés chargées de la délivrance des permis de conduire (*State Driver Licensing Agencies – SDLA*) ;
- La suppression des dossiers au format papier, pour réduire les risques d'erreurs et les possibilités de fraude documentaire ;
- L'accès en temps réel, pour les contrôleurs des transports terrestres et les forces de l'ordre, aux informations concernant la situation au regard de la certification médicale ;
- Une responsabilisation accrue des médecins, car seuls les médecins examinateurs agréés seront autorisés à téléverser le résultat de leurs examens dans le registre national.

Selon le DoT, aujourd'hui 37 Etats fédérés sont en complète conformité avec le règlement NRII, tandis que les Etats fédérés restants devraient l'être dans les prochains mois.

Industrie

Brèves

- Le 25 juin 2025, le fabricant de puces mémoires Micron [a publié](#) ses résultats pour le troisième trimestre de l'année fiscale 2025 (débutée aux Etats-Unis le 1^{er} octobre 2024). Ses revenus ont fortement augmenté, avec une hausse de 36,7 % sur un an, à 9,3 Md\$. Sa marge brute a presque doublé sur la même période, passant de 1,8 Md\$ à 3,5 Md\$. Les ventes de

l'entreprise ont notamment été portées par les puces *High-Bandwith Memory* destinées aux datacenters pour l'intelligence artificielle.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 23 juin 2025, C&S Wholesale Grocers a [annoncé](#) l'acquisition de SpartanNash pour 1,8 Md\$. C&S, à la tête des magasins Piggly Wiggly et d'un réseau de distribution en gros, va ainsi opérer en propre 200 supermarchés supplémentaires aux Etats-Unis, ainsi que 60 centres de distribution, permettant au groupe de servir près de 10 000 épiceries indépendantes.
- Le 23 juin 2025, le géant américain du marketing et de la communication Omnicom [a reçu](#) l'autorisation de la Federal Trade Commission pour le rachat de son concurrent Interpublic. L'acquisition, pour un total de 13,5 Md\$, devrait aboutir au second semestre 2025.

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. La secrétaire à l'agriculture Brooke Rollins annonce l'abrogation d'un règlement qui interdisait l'exploitation du bois dans certaines forêts fédérales

Le 23 juin 2025, la secrétaire à l'agriculture, Brooke Rollins, a [annoncé](#) lors d'une réunion de l'association des gouverneurs de l'Ouest que le département américain de l'agriculture (USDA) allait annuler un [règlement](#) du 12 janvier 2001 sur « l'interdiction des routes » dans certaines forêts fédérales. Selon le [communiqué](#) de l'USDA, « cette règle administrative obsolète contredit la volonté du Congrès et va à l'encontre du mandat du service des forêts du USDA de maintenir la santé, la diversité et la productivité des forêts et des prairies du pays. L'abrogation de cette règle supprimera les interdictions sur la construction de routes et la récolte de bois sur près de 24 M d'hectares du domaine forestier fédéral, permettant ainsi la prévention des incendies et une production de bois responsable ».

Cette décision s'inscrit dans le prolongement du décret présidentiel ([EO 14192](#)) du 31 janvier 2025 intitulé : « *Libérer la prospérité par la déréglementation* ». Par ailleurs, le USDA insiste dans sa communication sur le lien entre bonne gestion économique des forêts et la durabilité. En effet, en permettant de construire ou reconstruire des routes dans ces massifs forestiers, le service des forêts du USDA « *sera en mesure de prévenir les risques d'incendies par une gestion appropriée* ». Sur les 24 M d'hectares de zones sans route inventoriées couvertes par la règle de 2001, 11 M d'hectares se trouvent dans des zones à risque élevé ou très élevé d'incendie de forêt.

Cette décision a été saluée par des gouverneurs et des élus, tous Républicains, et des représentants des filières d'exploitation du bois qui estiment que cette mesure permettra le développement économique de ces zones. Un [communiqué](#) du USDA en date du 24 juin 2025 relaie l'ensemble de ces messages de félicitations et de satisfaction. A *contrario*, la directrice de l'initiative Great Outdoors de la fédération d'organisations environnementales Environment America, Ellen Montgomery, s'est émue de cette décision, considérant que l'abrogation de la règle de 2001 sera préjudiciable à la « *conservation de la faune et des forêts matures et anciennes* » ([communiqué](#) du 23 juin 2025).

Brèves

- Le 11 juin 2025, des membres californiens de la Chambre des représentants ont adressé à la secrétaire à l'agriculture un courrier l'[exhortant](#) à développer un vaccin contre le H5N1 pour les bovins laitiers. Dans cette démarche bipartisane, les élus considèrent que « *la vaccination laitière peut être le moyen le plus efficace de protéger les bovins et, par conséquent, de protéger la volaille* ». Toutefois, ils appellent également à un « *un engagement proactif avec les partenaires commerciaux internationaux pour protéger les marchés d'exportation laitiers vitaux de la Californie avant tout déploiement d'une vaccination* ».
- Le 23 juin 2025, la commission du budget de la Chambre des représentants a [adopté](#), selon les lignes partisans, le projet de loi sur l'agriculture pour 2026. Le texte [prévoit](#) des dépenses discrétionnaires totales de 25,5 Md\$, soit 1,16 Md\$ (4,2 %) de moins que le niveau adopté pour l'exercice 2025. Ce montant, nettement supérieur à la [demande](#) budgétaire du président D. Trump (22,3 Md\$), fait essentiellement porter [l'effort](#) de réduction des crédits sur un programme d'aide

alimentaire international, « [Food for Peace](#) », dont la gestion est par ailleurs transférée de la USAID au USDA.

Numérique et innovation

7. Anthropic et Meta remportent en première instance des litiges relatifs à l'entraînement de modèles d'IA sur des contenus protégés par le droit d'auteur

Les 23 et 26 juin 2025, deux jugements distincts ont été rendus en faveur des entreprises [Anthropic](#) et [Meta](#), concluant que l'entraînement de leurs modèles de langage sur des ouvrages protégés relevait de l'« usage équitable » (*fair use*) tel que prévu par la législation américaine sur le droit d'auteur.

Les décisions font suite à deux actions collectives intentées en 2024 par des auteurs accusant les entreprises d'avoir utilisé leurs œuvres sans autorisation dans le cadre de l'entraînement de leurs modèles. Dans les deux cas, les juges ont estimé que les utilisations étaient suffisamment transformatrices - c'est-à-dire qu'elles doivent servir un nouvel objectif ou ajouter un nouveau sens, plutôt que de simplement copier ou substituer l'œuvre originale - pour ne pas constituer une violation du droit d'auteur, donnant ainsi raison aux deux entreprises.

Les deux décisions s'accompagnent de réserves soulignées par les juges. Dans l'affaire Anthropic, le juge W. Alsup a estimé que la copie et la conservation de plus de sept millions d'ouvrages obtenus illégalement constituaient une infraction distincte, ordonnant la tenue d'un procès en décembre pour évaluer d'éventuels dommages. Dans l'affaire Meta, le juge V. Chhabria a précisé que sa décision reposait en grande partie sur l'insuffisance des arguments et des éléments présentés par les plaignants plutôt que sur le principe selon lequel l'entraînement de modèles sur des contenus protégés serait légal en soi.

8. Mark Meador expose au Sénat les priorités de la FTC en matière de lutte contre les régulations anticoncurrentielles

Le 24 juin 2025, la sous-commission sénatoriale sur l'antitrust, la concurrence et la protection des consommateurs a [auditionné](#) plusieurs experts au sujet de l'impact des réglementations excessives (*burdensome*) sur l'innovation et la concurrence, dont Mark Meador, commissaire à la Federal Trade Commission (FTC).

M. Meador a rappelé que la réduction des barrières réglementaires constituait l'une des priorités de la FTC, indiquant que l'agence élaborait actuellement des recommandations à la suite d'une consultation publique lancée le 14 avril 2025 afin d'évaluer l'impact des réglementations fédérales sur la concurrence. Présentant les premiers résultats, il a souligné que, dans le secteur numérique, plusieurs contributions faisaient état de restrictions d'accès à certaines données publiques (*public data sets*) et d'un « *manque de clarté concernant les régimes de responsabilité du contenu* » (*uncertainty around content liability laws*).

M. Meador a également indiqué que la FTC entendait concentrer son action sur les réglementations qui freinent l'entrée de nouveaux acteurs au profit des entreprises établies qui, selon lui, « *se servent des réglementations pour éviter la concurrence* ». Il a affirmé que la préservation d'un marché concurrentiel devait passer par une application rigoureuse du droit de la concurrence existant, marquant son opposition à l'adoption de cadres réglementaires verticaux (*top down*) et de portée générale, qu'il considère comme « *inefficaces et anticoncurrentiels* ». Il a soutenu qu'« *une application efficace de l'antitrust aujourd'hui permet d'éviter la nécessité d'une régulation demain* ».

Des sénateurs des deux partis ont exprimé leur soutien à une action renforcée en matière d'antitrust face aux grandes entreprises du numérique. Le sénateur Josh Hawley (R-Missouri) s'est notamment dit favorable à faciliter les procédures engagées par des parties privées, notamment via les actions collectives. La sénatrice Amy Klobuchar (D-Minnesota) a pour sa part annoncé la réintroduction du [Digital App Markets Act](#), une proposition de loi visant à renforcer la concurrence dans le secteur des magasins d'applications.

Brèves

- Plusieurs journaux [annoncent](#) la levée par Thinking Machines Lab, start-up spécialisée dans l'IA fondée par l'ancienne directrice technique d'OpenAI Mira Murati, de 2 Md\$ lors d'un premier tour de table valorisant l'entreprise à 10 Md\$. L'entreprise, qui n'a à ce jour dévoilé ni produit ni projet concret, [annonce](#) développer des systèmes d'IA multimodaux conçus pour favoriser la « *collaboration entre humains et IA* », ainsi que des modèles « *plus flexibles, adaptables et personnalisés* » destinés à couvrir un spectre d'applications plus large que les systèmes actuels.
- La presse [rapporte](#) que Bumble, l'une des principales applications de rencontre, a annoncé le 25 juin 2025 le

licenciement de 240 employés, soit environ 30 % de ses effectifs, dans le cadre d'un plan de restructuration.

Santé

9. Le secrétaire à la santé et aux services sociaux défend les coupes budgétaires prévues pour son département en 2026

Le 24 juin 2025, lors d'une audition de la sous-commission chargée de la santé à la Chambre des Représentants, le secrétaire à la santé et aux services sociaux (HHS), Robert. F. Kennedy, a [défendu](#) son projet de budget 2026 pour son ministère, qui prévoit une réduction de 25% du financement de l'agence, soit près de 32 Md \$ [voir [Brèves sectorielles du 6 juin 2025](#)]. Le secrétaire a indiqué que ces coupes budgétaires et la réorganisation des fonctions du département étaient nécessaires afin de rationaliser ses activités et limiter les dépenses fédérales. R. F. Kennedy a observé que les Etats-Unis consacraient 4 500 Md\$ par an aux dépenses de santé, ce qui représentait deux à trois fois le niveau de ces dépenses par habitant observé dans les pays comparables aux Etats-Unis. Les membres démocrates de la sous-commission se sont dits inquiets s'agissant des conséquences sur l'écosystème de santé américain des potentielles baisses de financement de certaines agences de HHS (-54% pour les Centers for Disease Control (CDC), -40% pour les National Institutes of Health (NIH), et -11% pour la Food and Drug Administration (FDA)). Le *ranking member* de la sous-commission, le Représentant Frank Pallone Jr. (D-New Jersey), a aussi souligné que ces propositions de coupes budgétaires intervenaient alors que de nombreuses suppressions de postes et de programmes avaient déjà provoqué d'importantes perturbations : « *Des services et centres entiers ont été supprimés faute de personnel pour les faire fonctionner. Les bénéficiaires de subventions et les parties prenantes ne peuvent plus obtenir de réponses à leurs questions les plus élémentaires sur les programmes. Du personnel a dû être rappelé à la FDA et aux CDC simplement pour maintenir les activités à flot, et des délais ne sont plus respectés à la FDA. Ces décisions ont été prises de manière indiscriminée, sans aucune considération pour leur impact sur la santé et le bien-être du peuple américain* ». La révocation de 17 membres du comité vaccinal de la CDC et la nomination de 8 nouveaux membres [voir [Brèves sectorielles du 13 juin 2025](#)] a également fait l'objet d'échanges entre le Secrétaire et les membres du sous-comité. Le 23 juin, le Sénateur Républicain Bill Cassidy (R – Louisiane) avait également [estimé](#) sur le réseau social X que certains des nouveaux membres de ce comité vaccinal manquaient d'expérience

et demandé à ce qu'une première réunion de ce nouveau comité, prévue le 25 juin, soit repoussée jusqu'à ce que la CDC soit dotée d'un Directeur. Cette réunion s'est finalement tenue à la date prévue.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)